|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2021 Consultation virtuelle des Conseillers, 8-18 juin 2021** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 10** | **Document C21/11-F** |
| **22 avril 2021** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général | |
| ARRIÉRÉS ET COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS | |

|  |
| --- |
| Résumé  La Conférence de plénipotentiaires (Dubaï, 2018) a chargé le Secrétaire général de faire rapport chaque année au Conseil sur les mesures prises et les progrès réalisés dans le remboursement des dettes des États Membres, des Membres des Secteurs, des Associés et des établissements universitaires, en retard dans leurs paiements ou ayant des comptes spéciaux d'arriérés ainsi que sur tout cas de non-respect des modalités de remboursement convenues. Par ailleurs, le Conseil, lors de sa session de 1999, a fixé les lignes directrices concernant les plans d'amortissement afférents au règlement des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés.  Suite à donner  Le Conseil est prié:  1) de **prendre** **note** de ce document;  2) d'**autoriser** le Secrétaire général à passer par pertes et profits la somme de **2 713 401,33 CHF** au titre d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables;  3) d'**adopter** le projet de Décision reproduit dans l'Annexe B.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  [*CS 169*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Constitution-F.pdf)*,* [*CV 474*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf)*,* [*Résolutions 41 (Rév. Dubaï, 2018)*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/RES-041-F.pdf) *et* [*152 (Rév. Busan, 2014)*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/RES-152-F.pdf) *de la Conférence de plénipotentiaires, Documents* [*C99/27*](https://www.itu.int/itudoc/gs/council/c99/docs/docs1/027-fr.html)*,* [*C14/26*](http://www.itu.int/md/S14-CL-C-0026/fr)*,* [*C15/50*](http://www.itu.int/md/S15-CL-C-0050/fr)*,* [*C16/42*](http://www.itu.int/md/S16-CL-C-0042/fr)*,* [*C17/42*](http://www.itu.int/md/S17-CL-C-0042/fr)*,* [*C18/42*](http://www.itu.int/md/S18-CL-C-0042/fr)*,* [*C19/42*](http://www.itu.int/md/S19-CL-C-0042/fr)*,* [*C20/42*](http://www.itu.int/md/S20-CL-C-0042/fr) *et* [*C21/42*](https://www.itu.int/md/S21-CL-C-0042/fr) |

**Annexes**: 2

ARRIÉRÉS ET COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS

# 1 Situation des arriérés et des comptes spéciaux d'arriérés au 31 décembre 2020

1.1 La situation au 31 décembre 2020 des arriérés et des comptes spéciaux d'arriérés est donnée en détail dans l'Annexe C du Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2020 ([Document C21/42](https://www.itu.int/md/S21-CL-C-0042/en)). L'évolution des arriérés, des comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés depuis l'année 2013 est donnée dans l'Annexe A du présent document.

1.2 Les sanctions prises et les efforts déployés pour recouvrer les sommes dues et apurer les dettes irrécupérables ont permis de freiner l'augmentation des arriérés et d'obtenir une sensible et constante réduction de ceux-ci entre 2013 et 2020 (voir l'Annexe A). Ainsi, le total des arriérés, des comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés est passé de 55,1 millions CHF au 31 décembre 2013 à 40,6 millions CHF au 31 décembre 2020, soit une baisse de 26 pour cent.

1.3 Il convient de noter que la situation des arriérés a affiché une certaine stabilité par rapport à l'année dernière. En 2020, les arriérés ont légèrement augmenté (2 pour cent) par rapport à 2019 (39,8 millions CHF).

# 2 Mesures prises pour obtenir le règlement des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés et mise en application de la [Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/RES-041-F.pdf)

2.1 Conformément au numéro 169 (Article 28) de la Constitution, un "*État Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes*".

2.2 En outre, le point 6 du *décide* de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires dispose qu'en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT d'un Membre de Secteur ou d'un Associé *devra* "*… être suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et qu'en l'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement devra intervenir trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension*". D'autre part, le point 7 du *décide* dispose qu'"*en vue de garder les membres et de recouvrer les dettes antérieures encore dues, le Secrétaire général pourra disposer d'une certaine flexibilité pour mettre en œuvre le point 6 du décide de la Résolution et négocier des plans d'amortissement avec les Membres de Secteur et les Associés*"*.*

2.3 Enfin, conformément au numéro 474 de la Convention, les *sommes dues au titre des contributions de l'Union* "*portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du début du septième mois*". Au 31 décembre 2020, des intérêts moratoires s'élevant à 2 089 189,00 CHF ont été calculés sur les contributions dues.

2.4 Il convient de noter que, en raison du COVID-19 et à la suite de nombreuses demandes des membres visant à prolonger le délai de versement de leurs contributions de 2020, le Secrétaire général a décidé d'accorder une période de grâce de six mois à tous les membres de l'UIT avant d'appliquer les intérêts moratoires par défaut. Par conséquent, en 2020, on a observé une baisse de 28 pour cent des produits provenant des intérêts moratoires sur les contributions par rapport à l'année précédente. En 2019, les intérêts moratoires calculés sur les contributions dues s'élevaient à 2 918 350,00 CHF.

2.5 Un relevé de compte est envoyé trois fois par an à chaque débiteur et les montants dus sont publiés dans la Lettre Circulaire éditée par le Département de la gestion des ressources financières.

2.6 Chaque année, un rappel est envoyé aux États Membres qui ont perdu le droit de vote et aux États qui risquent de le perdre l'année suivante s'ils ne règlent pas leurs arriérés. Il est également rappelé aux États Membres en retard dans le paiement des publications que, s'ils ne règlent pas leurs arriérés, les publications ne leur seront envoyées que contre prépaiement.

2.7 Le Secrétaire général a pris toutes les mesures possibles en vue de réduire les sommes impayées, notamment par des rappels spéciaux et par une action permanente de tous les Bureaux régionaux de l'Union.

2.8 Les États Membres ayant des arriérés sont priés de soumettre au Secrétaire général et d'arrêter avec lui un plan d'amortissement ainsi que d'observer strictement les modalités de remboursement convenues. Ceux qui ne les ont pas respectées ont été informés des sanctions prises immédiatement à leur encontre, comme entre autres, la suppression du compte spécial d'arriérés avec l'obligation de négocier un nouveau plan d'amortissement de la dette selon les lignes directrices fixées par le Conseil en 1999.

2.9 Les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires, en retard dans leurs paiements, sont également priés de soumettre et de négocier des plans d'amortissement. Ceux qui ne l'ont pas fait ou qui n'ont pas respecté les modalités convenues ont été informés de la suspension de leur participation aux travaux du ou des Secteurs, ou le cas échéant, de la Commission d'études concernée. Ceux-ci reçoivent régulièrement des rappels des paiements qu'ils doivent effectuer pour retrouver le droit de participer aux travaux de l'Union.

2.10 En application des dispositions de la Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018), un nouveau compte spécial d'arriérés avec un État Membre a été ouvert par le Secrétaire général en 2020. Le Secrétaire général a en conséquence signé un accord d'amortissement sur 15 ans avec le Libéria.

2.11 Les Administrations de la République centrafricaine et du Gabon n'ont pas respecté leurs plans d'amortissement, de sorte que leurs comptes spéciaux d'arriérés ont été supprimés.

2.12 Il convient également de signaler que dix autres comptes avaient été supprimés avant 2020. Les États Membres concernés (Comores, Guinée équatoriale, Gambie, Guinée-Bissau, Nicaragua et Sierra Leone) ainsi que les entités concernées (Apprentissages sans Frontières (Suisse), Cameroon Telecommunications (CAMTEL), Ellipsat Inc. (États-Unis d'Amérique) et Telecommunication Information Technology-TIT (Liban)) sont donc dans l'obligation de négocier de nouveaux plans d'amortissement de leurs dettes respectives conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil. Tous les autres États Membres, Membres de Secteur et Associés respectent strictement les plans d'amortissement convenus.

2.13 Concernant les fiches de notification des réseaux à satellite, conformément à la Décision 545 (Conseil, 2007), sur les 28 administrations/opérateurs qui ont eu droit à une révision de leurs factures, 27 ont réglé les montants dus et une entité a signé un accord d'amortissement (Ellipsat Inc. (États-Unis d'Amérique), y compris la dette de l'ancienne entité Virtual Geosatellite, rachetée par Ellipsat Inc.). Cependant, l'accord d'amortissement signé par Ellipsat Inc. a été supprimé en 2017 pour défaut de paiement. Pour l'heure, Ellipsat Inc. est la seule entité qui reste redevable d'une dette, en ce qui concerne les fiches de notification des réseaux à satellite, dont le montant s'établissait à 33 189 CHF au 31 décembre 2020.

2.14 Selon la Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018), le Conseil a été chargé d'examiner le niveau de la Provision pour comptes débiteurs, d'en assurer la couverture appropriée et de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les résultats obtenus en application de cette Résolution. À partir de 2009, suite à l'introduction des normes IPSAS, de nouveaux principes d'établissement de la Provision pour comptes débiteurs ont été mis en place.

2.15 Ainsi, au 31 décembre 2020, le montant de la Provision se chiffrait à 42,7 millions CHF et couvrait 100% des montants qui devaient être pris en compte dans la Provision selon les nouveaux principes mentionnés ci-dessus. Dorénavant, le montant de la Provision pour comptes débiteurs est systématiquement réévalué au 31 décembre de chaque année. Il convient de noter que cette couverture à 100% n'exonère pas les États Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires de leurs engagements envers l'Union.

# 3 Recommandation

3.1 Le Conseil est prié d'approuver la passation par pertes et profits des intérêts moratoires et des créances irrécupérables d'un montant total de **2 713 401,33 CHF**, conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil en 1999, par un prélèvement correspondant de la Provision pour comptes débiteurs. Le détail des créances irrécupérables est le suivant:

3.2 Intérêts moratoires:

– 79 660,45 CHF de la République islamique d'Iran, qui a réglé ses contributions pour la période 2016-2019.

– 511 822,30 CHF du Tadjikistan, qui a soldé son plan d'amortissement sur dix ans.

Le montant total des intérêts moratoires est de **591 482,75 CHF**.

3.3 Sommes dues par les sociétés dont les créances sont à considérer comme irrécupérables. Deux cas de figure sont présentés:

– Sociétés pour lesquelles la procédure de relance a été épuisée.

– Sociétés en liquidation judiciaire selon les communications reçues des administrations concernées ou des autorités nationales compétentes.

Les sociétés concernées sont les suivantes:

| Pays | Nom de l'entreprise |
| --- | --- |
| Algérie | Wataniya Telecom Algérie Spa, Alger |
| Égypte | LINKdotNET, Le Caire |
| Égypte | Trade Fairs International, Le Caire |
| Inde | TCIL, New Delhi |
| Italie | Aethra srl, Ancône |
| Kazakhstan | Kazakh Academy of Transport and Communications, Almaty |
| Koweït | The Arabian Business Franchise, Hawalli |
| Liban | Arabcom Hitek, Beyrouth |
| Liban | ExiCon International Group, Beyrouth |
| Liban | MTN/Investcom LLC, Beyrouth |
| Liban | Telecommunication Information Technology (TIT), Beyrouth |
| Libéria | West Africa Telecom Inc., Monrovia |
| Mauritanie | MAURITEL SA, Nouakchott |
| Pays-Bas | SMITCOMS N.V., Saint-Martin |
| Pakistan | Paktel Limited, Islamabad |
| Philippines | PhilCom, Macati |
| Roumanie | Polytechnic School of Bucharest Association, Bucarest |
| Fédération de Russie | JSC National Telemedicine Agency, Moscou |
| Somalie | Telecom Somalia, Mogadiscio |
| République sudafricaine | Cell C (Pty) Ltd, Benmore |
| République arabe syrienne | Arab Regional Isps Association (ARISPA), Damas |
| Zimbabwe | NetOne Cellular (Pvt.) Ltd., Harare |
| Résolution 99  (Rév. Dubaï, 2018) | BCI Communication Advanced Technology, Ramallah, État de Palestine |

Le montant total des sommes dues par ces sociétés est de **2 121 918,58 CHF**. L'Annexe B contient plus de détails.

ANNEXE A

Évolution des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés

(Montant en milliers de francs suisses)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Situation au 31 décembre | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions | 10 141 | 7 825 | 8 450 | 10 070 | 9 639 | 8 683 | 8 965 | 11 068 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Publications | 49 | 36 | 36 | 36 | 37 | 40 | 41 | 47 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total | 10 190 | 7 861 | 8 486 | 10 106 | 9 676 | 8 723 | 9 006 | 11 115 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres des Secteurs  et autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions | 16 484 | 16 729 | 16 300 | 15 367 | 13 938 | 11 213 | 11 193 | 9 356 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Publications | 5 | 9 | 12 | 6 | 5 | 52 | 52 | 50 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total | 16 489 | 16 738 | 16 312 | 15 373 | 13 943 | 11 265 | 11 245 | 9 406 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Contributions*** | ***26 625*** | ***24 554*** | ***24 750*** | ***25 437*** | ***23 577*** | ***19 896*** | ***20 158*** | ***20 424*** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Publications*** | ***54*** | ***45*** | ***48*** | ***42*** | ***42*** | ***92*** | ***93*** | ***97*** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL DES ARRIÉRÉS** | **26 679** | **24 599** | **24 798** | **25 479** | **23 619** | **19 988** | **20 251** | **20 521** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ACCORDS D'AMORTISSEMENT** | **10 019** | **18 392** | **15 823** | **8 094** | **7 601** | **17 229** | **4 550** | **6 712** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ACCORDS D'AMORTISSEMENT SUPPRIMÉS** | **17 768** | **8 582** | **10 418** | **12 547** | **13 394** | **2 111** | **14 644** | **12 948** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **FICHES DE NOTIFICATION DE RÉSEAUX À SATELLITE** | **571** | **577** | **563** | **584** | **584** | **384** | **263** | **253** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **FACTURES DIVERSES** | **65** | **72** | **71** | **68** | **66** | **63** | **63** | **63** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Droits de gestion pour les numéros UIFN** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** | **29** | **78** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total** | **55 102** | **52 222** | **51 673** | **46 772** | **45 264** | **39 775** | **39 800** | **40 575** |

Non compris les débiteurs courants, c'est-à-dire de l'année 2020, dont le montant s'élève à 14 297 000 CHF au 31 décembre 2020, ce qui porte le total des sommes dues à 54 872 000 CHF.

En 2020, le montant pour les débiteurs courants a augmenté de 12 pour cent par rapport à 2019.

ANNEXE B

PROJET DE DÉCISION

Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et  
de créances irrécupérables

Le Conseil,

ayant examiné

le Rapport du Secrétaire général sur les arriérés et comptes spéciaux d'arriérés ([Document C21/11](https://www.itu.int/md/S21-CL-C-0011/en)),

décide

d'approuver la passation par pertes et profits des intérêts moratoires et des créances irrécupérables suivants pour un montant total de **2 713 401,33 CHF** par un prélèvement correspondant sur la Provision pour comptes débiteurs. Veuillez consulter le tableau ci-dessous pour plus de précisions.

| Pays | Nom de l'entreprise | Année | Capital restant dû | Intérêts | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Iran (République islamique d') | Ministère des technologies de l'information et de la communication (MICT) | 2016-2019 | 0,00 | 79 660,45 | 79 660,45 |
| Tadjikistan | Service chargé des communications du Gouvernement de la République du Tadjikistan | 2011 | 0,00 | 511 822,30 | 511 822,30 |
| ***Sous-total 3,2*** | | | **0,00** | **591 482,75** | **591 482,75** |
| Algérie | Wataniya Telecom Algérie Spa, Alger | 2005-2007 | 3 975,00 | 4 947,90 | 8 922,90 |
| Égypte | LINKdotNET, Le Caire | 2008-2009 | 3 975,00 | 3 975,65 | 7 950,65 |
| Égypte | Trade Fairs International, Le Caire | 2000-2006 | 24 975,00 | 43 624,90 | 68 599,90 |
| Inde | TCIL, New Delhi | 2006-2007 | 63 600,00 | 81 363,35 | 144 963,35 |
| Italie | Aethra srl, Ancône | 2007-2008 | 31 800,00 | 3 476,45 | 35 276,45 |
| Kazakhstan | Kazakh Academy of Trans. & Comm., Almaty | 2008-2009 | 4 306,25 | 4 231,40 | 8 537,65 |
| Koweït | The Arabian Business Franchise, Hawalli | 2006-2007 | 7 950,00 | 10 170,60 | 18 120,60 |
| Liban | Arabcom Hitek, Beyrouth | 2001-2006 | 23 662,50 | 40 770,85 | 64 433,35 |
| Liban | ExiCon International Group, Beyrouth | 2010-2011 | 3 975,00 | 3 028,10 | 7 003,10 |
| Liban | MTN/Investcom LLC, Beyrouth | 2008 | 3 975,00 | 4 323,50 | 8 298,50 |
| Liban | Telecommunication Information Technology (TIT), Beyrouth | 2008 | 25 000,00 | 25 304,80 | 50 304,80 |
| Libéria | West Africa Telecom Inc., Monrovia | 2007 | 3 975,00 | 4 821,40 | 8 796,40 |
| Mauritanie | MAURITEL SA, Nouakchott | 2008 | 35 775,00 | 38 910,85 | 74 685,85 |
| Pays-Bas | SMITCOMS N.V., Saint-Martin | 2004-2007 | 253 200,00 | 359 330,80 | 612 530,80 |
| Pakistan | Paktel Limited, Islamabad | 2007 | 3 975,00 | 4 821,40 | 8 796,40 |
| Philippines | PhilCom, Macati | 2007-2009 | 3 975,00 | 3 977,65 | 7 952,65 |
| Roumanie | Polytechnic School of Bucharest Association, Bucarest | 2009-2010 | 3 975,00 | 3 503,90 | 7 478,90 |
| Fédération de Russie | JSC National Telemedicine Agency, Moscou | 2012 | 2 981,25 | 1 948,60 | 4 929,85 |
| Somalie | Telecom Somalia, Mogadiscio | 2005-2007 | 8 278,10 | 10 542,20 | 18 820,30 |
| République sudafricaine | Cell C (Pty) Ltd, Benmore | 2004-2207 | 245 475,00 | 340 079,00 | 585 554,00 |
| République arabe syrienne | Arab Regional Isps Association (ARISPA), Damas | 2009 | 3 975,00 | 3 853,75 | 7 828,75 |
| Zimbabwe | NetOne Cellular (Pvt.) Ltd, Harare | 2003-2006 | 118 910,58 | 232 804,60 | 351 715,18 |
| Résolution 99 (Rév. Dubaï, 2018) | BCI Communication Advanced Technology, Ramallah | 2007-2008 | 4 968,75 | 5 449,50 | 10 418,25 |
| ***Sous-total 3,3*** | | | **886 657,43** | **1 235 261,15** | **2 121 918,58** |
| **Total général** | | | **886 657,43** | **1 826 743,90** | **2 713 401,33** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_